

Janvier 2013

F



منظمة الأغذية  
والزراعة للأمم  
المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food and  
Agriculture  
Organization  
of the  
United Nations

Organisation des  
Nations Unies  
pour  
l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная  
организация  
Объединенных  
Наций

Organización  
de las  
Naciones Unidas  
para la  
Alimentación y la  
Agricultura

## COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES

<b>Huitième Session</b>
<b>Rome, 8 - 12 avril 2013</b>
<b>Échange d'informations: le point de la situation</b>
<b>Point 11.3 de l'ordre du jour</b>
<b>Document préparé par le Secrétariat de la CIPV</b>

1. En 2003, la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires (CIMP) a pris un certain nombre de décisions visant à ce que les parties contractantes et les autres parties à la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) s'acquittent de leurs obligations de notification. Ces décisions ont été prises à la lumière des conclusions de deux réunions d'experts et des conseils du Bureau juridique de la FAO.
2. La mise en place du Portail phytosanitaire international (PPI – [www.ippc.int](http://www.ippc.int)), qui avait pour objet, comme en était convenue la CIMP, de faciliter et d'accélérer la soumission des rapports obligatoires et optionnels dus au titre de la CIPV, a été essentielle au bon déroulement du programme d'échange d'informations de la CIPV.
3. Les parties contractantes ont déjà fourni, par le biais du PPI, un large volume d'informations, disponibles sous forme résumée à l'adresse <https://www.ippc.int/index.php?id=1110726&L=0>
4. Ces huit dernières années, plus de 15 ateliers régionaux (hors Amérique du Nord) et 50 ateliers nationaux (se rapportant pour la plupart à un projet spécifique mené en Afrique) ont été organisés pour aider les parties contractantes à mieux prendre conscience de leurs obligations de notification au titre de la Convention et à faire usage des mécanismes d'établissement de rapports existants. Ces réunions ont facilité la mise en place de réseaux régionaux et nationaux aux fins des objectifs visés.
5. Outre les informations nationales officielles, l'ensemble des informations relatives au programme de travail du Secrétariat de la CIPV sont diffusées par le biais du PPI. Le Secrétariat s'acquitte ainsi automatiquement des obligations de notification que lui impose la CIPV.

*Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)*

6. Le programme d'échange d'informations de la CIPV est en sommeil depuis deux ans, le Secrétariat n'ayant pas assez de ressources pour en assurer la mise en œuvre dans des conditions adéquates. Dans le même temps, les pays ont fait preuve d'une certaine négligence à l'égard de leurs obligations de notification.
7. La situation est cependant en passe de s'améliorer, le Secrétariat disposant de ressources supplémentaires, et le moment est donc venu de relancer le programme. Nonobstant les améliorations notables relevées ces dix dernières années en matière de transparence et de respect des obligations de notification, des progrès importants peuvent encore être réalisés sans grands efforts.
8. À ce stade, un certain nombre de constats s'imposent:
  - a) Les informations phytosanitaires nationales, et en particulier les données actualisées relatives aux informations existantes, sont fournies de manière sporadique par le biais du PPI.
  - b) Rares sont les pays qui se sont dotés de plans adaptés de gestion de la relève garants de la continuité des programmes nationaux d'échange d'informations.
  - c) Nombre de pays ne disposent toujours pas de systèmes internes et fonctionnels d'échange d'informations sur la CIPV leur permettant de recueillir et de vérifier les informations à diffuser par le biais du PPI.
  - d) De plus en plus de parties contractantes (fort heureusement encore peu nombreuses à ce stade) ont recommencé à transmettre sur support papier les informations requises au titre de la CIPV, lors même que la CIMP avait convenu en 2003 d'utiliser le PPI afin de faciliter et d'accélérer l'échange d'informations.
  - e) Dans nombre de cas, les informations sont transmises de manière ponctuelle, juste avant ou après la tenue des ateliers de formation sur l'échange d'informations/le PPI ou des sessions de la CMP, ce qui semble indiquer que les informations existent, mais qu'elles ne sont pas saisies ou actualisées régulièrement, pour des raisons qui restent à déterminer.
  - f) La saisie des informations nationales est généralement effectuée par des points de contact actifs, mais le processus s'interrompt généralement dès lors que ces derniers sont remplacés par d'autres.
  - g) En règle générale, les pays en développement transmettent davantage d'informations que les pays développés. Certains pays en développement ont indiqué lors d'ateliers qu'ils ne continueraient à saisir des données qu'à condition que les pays développés fassent de même, et dans les mêmes proportions.
  - h) Il est faux de dire que la saisie des données prend trop de temps: plusieurs pays en développement ont démenti cette analyse. Dans la plupart des pays, le principal goulot d'étranglement tient apparemment à la coordination, au stockage et à la vérification des données qui doivent être transmises au titre de la CIPV – c'est visiblement le cas dans les pays développés comme dans les pays en développement. Nombre de participants aux ateliers ont souligné que le problème ne tenait pas tant à des questions de capacités techniques mais plutôt à des problèmes de gestion et à des considérations d'ordre politique.
  - i) Nombre des parties contractantes qui n'honorent pas les obligations de notification que leurs impose la CIPV transmettent pourtant régulièrement à d'autres organisations comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) les mêmes informations que celles censées être fournies au titre de la Convention.
  - j) Il faudrait que les pays soient encouragés à s'acquitter de leurs obligations par le biais du PPI ou y voient un intérêt supplémentaire.
9. Compte tenu de cette situation, un examen du programme d'échange d'informations de la CIPV s'impose. Cet exercice devrait avoir pour objet de déterminer:
  - a) le fondement juridique des mécanismes de notification, y compris dans le cas des organisations régionales de protection des végétaux (ORPP), et la manière dont le Secrétariat pourrait éventuellement s'assurer de l'exactitude des données diffusées par le biais du PPI (emplacement, forme et qualité des données);

- b) s'il convient d'établir un ordre de priorité pour la notification des informations demandées au titre de la CIPV;
  - c) les modalités et les délais de transfert des données;
  - d) le type de services à valeur ajoutée que le Secrétariat pourrait fournir, outre ceux qu'il assure déjà;
  - e) comment le Secrétariat et d'autres organisations comme l'OMC pourraient travailler ensemble afin d'harmoniser les procédures de notification, de réduire les doubles emplois et de s'entraider dans la mise en œuvre de leurs programmes de travail respectifs;
  - f) le moyen le plus efficace de mettre en place des systèmes de communication nationaux durables qui pourront aider les pays à satisfaire à leurs obligations de notification au titre de la CIPV;
  - g) comment renforcer au mieux le rôle des ORPP pour qu'elles puissent s'assurer que les parties contractantes honorent leurs obligations;
  - h) le moyen le plus approprié de transmettre les informations aux parties prenantes autres que les ONPP et les ORPP.
10. Une enquête venant compléter les avis déjà recueillis dans le cadre de nombreux ateliers permettrait de mieux cerner les attentes des ONPP et des ORPP utilisatrices de ces informations.
11. Selon le calendrier prévu, l'examen devrait s'achever en octobre 2014, de sorte que le Groupe de planification stratégique de la CMP puisse en examiner les résultats, et que la CMP puisse éventuellement être saisie de la version révisée du programme d'échange d'informations dès sa neuvième session, en 2014.
12. Afin de faciliter ce processus, un groupe consultatif sur le programme d'échange d'informations de la CIPV sera mis en place pendant toute la durée de l'exercice de révision du programme. Il sera composé d'agents désignés des services phytosanitaires (à raison de deux par région), qui devront justifier d'une parfaite connaissance des obligations découlant de la CIPV en matière d'échange d'informations et maîtriser les outils informatiques et l'Internet. Le groupe pourra se réunir de manière virtuelle. Toutefois, si la situation l'exige (et si les ressources disponibles le permettent), il pourra tenir une unique réunion en face à face.
13. La CMP est invitée à:
- 1) *formuler* des indications en tant que de besoin; et
  - 2) *approuver* la proposition relative à la révision du programme de travail de la CIPV en matière d'échange d'informations.